



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Assumer-l-avenir>

Actualité... ... D'il y a vingt ans...

Assumer l'avenir

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2006 - N° 1061 - janvier 2006 -

Date de mise en ligne : samedi 7 janvier 2006

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

« J'ai retrouvé dans mes archives, nous écrit Gerard-Henri Brissé, le canevas que j'avais préparé pour mon interview sur FR3, réalisée le 7 décembre 1985 par mon confrère et ami Jean-Claude Courdy. Je n'ai pu m'empêcher de l'extraire de la poubelle, destination ordinaire de mes écrits passés, car ce texte n'a pas pris une ride en vingt ans. Deux personnages de la scène politique, MM. Chirac et Fabius, étaient déjà présents. Rien ne semble avoir évolué malgré le temps ». Son actualité est en effet brûlante, qu'on en juge :

Question À G-H Brissé : Comme bon nombre de nos compatriotes, vous êtes insatisfait des propositions sur l'emploi avancées par MM. Fabius et Chirac ?

Réponse de G-H Brissé : Le débat Fabius-Chirac n'a pas apporté d'éclaircissements notables sur la politique de lutte contre le chômage. Les deux partenaires ont certes évoqué la révolution technologique en cours, M.Fabius pour confirmer les trois volets de sa politique au triple niveau de la formation, de la recherche et de l'investissement, M.Chirac pour réaffirmer les notions de libre concurrence, de dénationalisation et de flexibilité de l'emploi.

Mais le problème de l'avenir des prestations sociales et des retraites a été complètement escamoté ; la question posée à deux reprises avec insistance par Pierre-Luc Séguillon est demeurée sans réponse.

Q : Autrement dit, c'est toute la politique des revenus qui a été éludée.

R : Il y a dans ce pays, quoiqu'on en dise, de plus en plus de chômeurs, de "nouveaux pauvres", alors que dans d'autres domaines nous sommes en pleine crise de surproduction et que le gaspillage bat son plein. Or les démarches de charité publique organisées par l'État, les communes et les organisations caritatives ne peuvent suffire à tout. Cela nous fait penser à un arrosoir qui fuit ; au lieu de colmater les trous, voire de s'enquérir d'un arrosoir neuf, on remet de plus en plus d'eau ; mais le réservoir des prestations sociales finit par s'épuiser. Les caisses de l'UNEDIC, de la Sécurité Sociale, de nos retraites, doivent être remplies à coups de cotisations nouvelles. On ne peut poursuivre indéfiniment dans cette voie.

Q : Il est bien évident que l'on est amené à distribuer de plus en plus largement des revenus indépendamment du travail...

R : La révolution technologique a pour effet de remplacer les hommes par des machines. Il y a certes des emplois qui se créent, mais ils exigent des niveaux de formation générale et de qualification professionnelle de plus en plus élevés.

En contrepartie, tous ceux qui ont servi depuis des générations dans des industries de main d'oeuvre et n'ont à louer que la force de leurs bras, se trouvent exclus de la société nouvelle. Ils constituent une imposante armée de parias.

La révolution industrielle du début du XXème siècle avait entraîné un colossal transfert de main d'oeuvre du secteur rural aux activités industrielles concentrées dans les villes. La révolution technologique en cours supprime les emplois industriels, mais les transferts ne se font plus. Le tertiaire lui-même, espoir des années 60, se ferme.

En même temps, la clientèle privilégiée des organisations syndicales, salariés des usines et des bureaux, s'effiloche.

On peut s'efforcer de dénoncer le mouvement, voire de le freiner, mais ce combat d'arrière-garde est perdu d'avance.

Par le biais des indemnités de chômage ou de solidarité, des allocations de sécurité sociale, des retraites et pré-retraites, on est amené aujourd'hui à distribuer une masse de plus en plus considérable de revenus qui ne sont plus directement liés au travail. Ce n'est pas là une évolution occasionnelle, limitée dans le temps, mais un mouvement structurel à long terme, dont il faut tirer toutes les conséquences. Il devient donc urgent de redéfinir une politique globale des revenus.

Q : De quelle manière ?

R : Jusqu'à présent, on a saupoudré les revenus au petit bonheur la chance, en fonction des nécessités du moment ou des groupes de pression existants.

Ce faisant, on n'a fait que multiplier les inégalités flagrantes, dans l'espace et dans le temps. Inégalités devant le chômage, les impôts, les retraites, la formation. Le résultat en est un effroyable gâchis de ressources et d'énergies humaines.

Une seule certitude : il est clair que l'effectif des producteurs va décroissant, alors que s'amplifie la cohorte des consommateurs insatisfaits.

Depuis des siècles, l'humanité n'a survécu qu'en économie de pénurie. La révolution technologique, en multipliant les virtualités de productivité, nous fait entrer de plein fouet dans la société d'abondance, qui, faute d'une maîtrise plus affinée d'une économie des besoins, engendre un énorme gaspillage, très préjudiciable au maintien d'un environnement salubre. Il est grand temps d'en tirer les leçons. Le remède consiste, selon nous, à injecter dans le circuit monétaire une monnaie de consommation non thésaurisable, c'est-à-dire qu'elle ne sert qu'à acquérir des biens ou des services de grande consommation, disponibles sur le marché. Sa valeur ne peut être jaugée en pourcentage de l'actuel SMIC, mais par référence au volume disponible, réel ou potentiel à court terme, de ces biens ou services. Ce n'est pas plus compliqué à gérer, à l'échelle des régions, qu'une banque alimentaire ou un hypermarché ! Chaque citoyen-consommateur bénéficierait ainsi d'un revenu social garanti, accessible par une carte de crédit spécifique, et couvrant ses besoins fondamentaux.

Q : Peut-on allouer ainsi à tous un revenu social garanti sans contrepartie ?

R : La contrepartie du revenu social garanti serait bien évidemment l'exigence de service social, tant au niveau des personnes que des collectivités. Il n'est certes pas question d'instaurer une nouvelle variante de travail obligatoire ! Mais, sur la base du revenu social garanti, ouvert à tous de la naissance à la mort, comme l'avait fort bien entrevu Jacques Duboin, les notions telles que le partage des tâches, la réduction des horaires de travail, l'extension et la répartition des travaux d'utilité publique, la multiplication des filières de formation, de perfectionnement professionnel, d'accomplissement personnel, prennent tout leur sens et peuvent être développés dans l'intérêt de tous. Chacun, du plus jeune âge au crépuscule de sa vie active, doit pouvoir trouver dans la société dans laquelle il vit la place qui lui revient en fonction de ses talents et de l'évolution de ses connaissances et de l'expérience acquise.

Dans cette perspective, les trois objectifs de formation, de recherche, d'investissement, préconisés par le Premier ministre, peuvent atteindre leur pleine efficacité.

Q : Autrement dit, vous souhaitez la création d'un nouveau revenu de base accessible à l'ensemble des citoyens ?

R : En quelque sorte, mais sous réserve que ce pouvoir d'achat complémentaire ne se substitue pas pour autant au système fort complexe de prestations sociales auquel les organisations syndicales demeurent très attachées. Il doit apporter un "plus", un complément progressif aux revenus déjà existants. Il doit apparaître comme une dimension nouvelle, économique et sociale, donnée aux Droits de l'Homme et du Citoyen, au devoir de solidarité nationale. La contrepartie en est une liberté nouvelle accordée à la personne, à toutes les personnes. Et c'est la raison pour laquelle cette révolution si profitable à tous, en adéquation avec les exigences de notre époque, bouscule tant d'intérêts acquis.

C'est pourquoi une certaine prudence est requise dans l'énoncé de ce projet. En effet, si la monnaie de consommation ne permet l'acquisition que d'un nombre limité de services et de produits, si elle est perçue comme une réduction du pouvoir d'achat du consommateur, dont elle limite la liberté de choix, elle sera considérée par une majorité de citoyens comme une entrave plutôt que comme un progrès.

Q : Cette relance de la consommation ne risque-t-elle pas de réactiver l'inflation ?

R : Absolument pas si un choix judicieux porte sur des produits ou services ciblés faisant peu appel à l'importation.

Nous en attendons par contre une relance sélective de la consommation. Mais pour atteindre cet objectif, il apparaît nécessaire de libérer les entreprises (en particulier les PME artisanales et familiales) des charges fiscales et administratives qui étouffent ou découragent toutes les initiatives. Il est urgent de dépénaliser le travail, d'encourager par des mesures d'ordre fiscal ou l'ouverture à des prêts bonifiés, les bénéfices réinvestis dans l'entreprise, plutôt que d'allouer des aides financières ou autres, ruineuses pour la collectivité, à des créations d'emplois chimériques ou à des investissements hypothétiques dont on sait très bien que l'État ou les collectivités territoriales n'ont pas les moyens d'assurer un suivi ou des contrôles efficaces.

La révolution apporte une chance inespérée à l'essor des petites et moyennes entreprises que l'on peut implanter à peu près n'importe où car elles ne sont plus tributaires comme autrefois des sources d'énergies ou de la difficulté de faire passer l'information.

Encore conviendrait-il que nous donnions un nouveau souffle à la décentralisation et à la régionalisation. Nous plaidons depuis longtemps pour une France fédérale, avec une douzaine de régions, solidement ancrée à une Europe confédérale des peuples, antidote de cette Europe technocratique que l'on veut nous imposer aujourd'hui. Les assemblées régionales devraient accueillir les organisations professionnelles et syndicales, les associations familiales, caritatives et de consommateurs, les organismes à vocation écologique. Il n'est pas normal que ces dernières ne disposent que d'un strapontin au Conseil Économique et Social, assemblée purement consultative.

La régionalisation s'est réduite à un mauvais replâtrage des orientations antérieures... tracées depuis 1956 ! Le découpage des régions (trop nombreuses) demeure très artificiel. À l'intérieur des régions, les compétences territoriales (Chambres de Commerce et d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers, Universités, Inspection du Travail, ANPE, INSEE, Datar, Académies, et j'en passe...) se chevauchent et souvent se doublonnent, de telle sorte qu'au sein d'un même bassin d'emploi, il est pratiquement impossible d'élaborer des statistiques fiables et de coordonner des plans d'action. Les financements interviennent à un quadruple niveau : l'État, la Région, le Département, la Commune, sans que l'on sache exactement, notamment par une entorse permanente à la règle des cumuls, qui fait quoi, qui contrôle et coordonne qui, selon la dominante politicienne du moment.

L'élection des conseillers régionaux au suffrage universel aurait pu constituer l'amorce d'une réforme du Sénat, reportée aux calendes grecques. Il n'est pas normal que des organisations représentant les forces vives de la nation soient sous-représentées. La démarche démocratique du référendum local ou régional d'initiative populaire sur des

sujets précis, est restée dans les tiroirs.

Q : La politique de nationalisations a fait place au "ni-ni" ?

R : Les nationalisations, occasion inespérée de promouvoir une restructuration en profondeur et sur le long terme de nos grandes entreprises nationales, se sont fourvoyées dans les dérives de l'étatisation et de l'autogestion. On ne sait pas bien ce qu'englobe concrètement ce dernier concept prétendument importé d'expériences réalisées au sein des régimes socialistes de Yougoslavie et d'Algérie. S'agit-il d'une prétention des salariés de prendre en main la gestion de leurs entreprises ? Ou de l'entreprise à s'autogérer ? L'autogestion ne pouvait avoir de sens sans la définition préalable d'un contenu précis : selon nous, associer, par le jeu de la participation à la gestion et de l'intéressement aux bénéficiaires tous les acteurs concernés : collectivités territoriales et investisseurs publics ou privés ; fournisseurs en amont et clientèle ou usagers en aval ; salariés, tous représentés et réunis à part égale au sein du Conseil d'administration. C'était aussi une liberté de gestion face au seul État, allouée aux entreprises nationalisées. En place de cette orientation, on s'est fourvoyé dans de coûteuses opérations d'étatisation dans lesquelles le contribuable s'est vu imposer le paiement de confortables indemnités aux anciens actionnaires lesquels, au bout du compte, ont pu récupérer leurs biens au centuple par le jeu des privatisations intervenues entre-temps...

Et l'investissement productif tant vanté en haut lieu cède le pas à la spéculation à court terme, notre agriculture fout le camp sous les coups de boutoir des contingentements, et autres quotas et montants compensatoires, tandis que des hordes de sous-consommateurs piaffent au pied de montagnes de lait, de beurre, de viande et autres... accumulés sous les donjons de "Bruxelles".

Le résultat en est un désintérêt croissant des citoyens, en particulier les jeunes, pour la chose publique et l'engagement politique, et la marginalisation des forces vives du pays. Les organisations syndicales n'ont pas mesuré l'ampleur de la révolution technologique à l'aune de ses retombées sociales. Elles se sont repliées frileusement sur des slogans de revendications traditionnels et des idéologies surannées. Elles se sont fourvoyées dans les pulsions contradictoires d'un clientélisme en voie d'étiollement, en s'appuyant sur des quarterons de militants en voie de disparition. Un nouveau quart-monde est né, un lumpenprolétariat a fait irruption, et il est dangereusement marginalisé et inorganisé.

Q : Existe-t-il un avenir pour un modèle socialiste "à la française" ?

R : Nous ne croyons pas plus aux vertus d'un ultra-libéralisme concurrentiel, qui ne fait que consacrer la loi de la jungle, qu'à un collectivisme simplificateur et contraignant où l'individu perdrait son âme. Le socialisme apparaît comme la recherche permanente de structures permettant le libre épanouissement de la personne, de toutes les personnes, dans le cadre d'une économie de besoins et d'une société aussi harmonisée que possible.

À notre humble avis, la Gauche a raté sa révolution culturelle. Le laxisme généralisé, le mercantilisme promu en règle de vie, la publicité faite autour d'une prétendue libération des mœurs qui débouche sur la dislocation du milieu familial et l'usage dégradant de la drogue [...] font le lit douillet des idéologies d'extrême-droite, qui exploitent outrageusement la nécessité d'un retour à l'ordre social, à la "normalité", à la "morale", à la "sécurité" [...]

Les citoyens de ce pays-ci étant assoiffés de renouveau culturel, d'ambition révolutionnaire, de justice, de paix, de dignité, la France mitterrandienne ne leur a offert que des réformettes à courte vue, une sous-culture d'importation, la montée du chômage et de l'insécurité, la baisse du niveau de vie, l'affadissement de la presse d'opinion, la promotion de la caste des marchands et des adeptes de la triche, la primauté d'une idéologie surfaite et dépassée sans idéal convergent, un programme inapplicable et largement inappliqué, une équipe divisée, perclue d'ambitions particulières, en bref, un effroyable gâchis d'énergies et de talents.

Qui, dans ce mercaptan politicien, pourra encore croire à l'efficacité de ce "socialisme à la française", fût-il servi à la sauce démocratique ? Les partis de gauche ont-ils tiré les leçons de leurs dérives et de leur incapacité morbide à promouvoir durablement une société nouvelle ? Je me surprends à en douter !